

Bilan: indéterminé



Celui qui attendait des rapports de force politiques clairs à l'issue des élections européennes devrait être déçu. Après l'élection du week-end dernier, où 427 millions d'électeurs étaient appelés à se prononcer, les questions en suspens sont plus nombreuses que jamais en Europe. Pour la première fois, la participation supérieure à 50% pour la moyenne des 28 Etats membres de

l'UE était de nouveau en hausse depuis la première élection européenne en 1979. La **première conclusion** est donc la suivante: les citoyens ne sont plus aussi indifférents quant à l'avenir de l'Europe que dans un passé récent. La participation électorale en Allemagne était ainsi supérieure à 60%. Il y a cependant encore des pays où la participation atteint difficilement un cinquième, voire un quart, malgré une hausse sensible. La **deuxième conclusion** est donc la suivante: l'intérêt pour l'Europe n'est pas partout le même.

Les partis établis ont subi des revers parfois sévères dans les grands pays. Le SPD en Allemagne a enregistré un recul massif, mais la CDU a également laissé des plumes. Les Verts ont obtenu un nombre de voix sans précédent et sont désormais clairement la deuxième force politique chez notre voisin septentrional. A Berlin, les Verts se sont même hissés à la première place, tout comme dans d'autres grandes villes, telles que Munich, Hambourg ou Dortmund. Le parti de la droite populiste, Alternative für Deutschland AfD, a également progressé. Dans certaines régions de la partie orientale du pays, il constitue ainsi la première force politique. Le résultat permet de conclure à une forte disparité villes-campagnes. En France, le parti du président Macron, La République en Marche, a raté la première marche du podium. Celle-ci a été conquise par le parti de la droite populaire, le Rassemblement National de Marine Le Pen. Les Verts ont obtenu 13% en France. Les partis populaires traditionnels en Allemagne voient fondre leur électorat, comme ce fut le cas bien avant en France. Les électeurs sont attirés par les Verts, mais aussi par la droite. C'est par exemple le cas en Italie, où la Ligue a clairement remporté les élections avec plus d'un tiers des voix. Conjointement avec le Mouvement Cinq étoiles, les anti-européens ont ainsi pris le dessus en Italie. Au Royaume Uni, le Brexit Party qui profite du report du Brexit, a obtenu près d'un tiers des voix, tandis que le parti eurosceptique UKIP compte à peine 4%. La **troisième conclusion** est donc la suivante: les partis qui ont autrefois construit l'Europe n'en assureront pas le développement. Ce rôle incombera pour l'essentiel à d'autres forces politiques. Et la **quatrième conclusion** est la suivante: à l'aune de la progression enregistrée par les partis populistes de droite, le scepticisme à l'égard de l'Europe est relativement élevé dans les grandes économies. Cette situation ne devrait pas être minimisée à Bruxelles, juste parce que l'on s'attendait à une progression encore plus forte.

L'Europe est un canard boiteux

A un niveau européen consolidé, les partis populaires (traditionnels) des conservateurs ou chrétiens-démocrates et des sociaux-démocrates enregistrent un net recul. Ensemble, ils perdent leur majorité absolue. Les Verts et les Libéraux deviennent des acteurs importants, dont les partis populaires auront besoin à l'avenir pour former des majorités. La **cinqième conclusion** est la suivante: la prise de décision devrait être encore un peu plus difficile dans le nouveau Parlement européen, ce qui ne devrait guère profiter aux réformes. La paralysie de l'Europe devrait donc encore s'accentuer. Les grandes décisions concernant la stabilisation et plus encore la plausibilisation de l'union monétaire, voire l'union fiscale ou même politique, sont ainsi reportées dans un lointain avenir. Les débats seront encore plus longs à Bruxelles, mais aussi plus animés.

L'Europe est le reflet des nations

Les élections européennes reflètent parfaitement le morcellement des paysages politiques nationaux. Il n'y a pratiquement plus de majorités absolues nulle part. Un parti obtient plus de 50% des voix dans seulement deux pays, la Hongrie et Malte. Or en Hongrie, il s'agit précisément du parti national-conservateur et anti-européen de Viktor Orbán. En Italie, en Autriche et au Portugal, le vainqueur des élections obtient encore plus d'un tiers des voix. En Pologne, deux partis atteignent chacun plus d'un tiers des voix. Les vainqueurs des élections en Bulgarie, en Grèce, en Espagne et en Grande-Bretagne obtiennent un peu plus de 30%, mais moins d'un tiers des voix. Dans tous les autres pays, les scores sont inférieurs, voire nettement inférieurs à 30%. En Belgique (13,5%), aux Pays-Bas (18,9%) et en Lituanie (19,6%), le premier parti n'a même pas obtenu un cinquième des voix. La **sixième conclusion** est la suivante: le paysage politique européen est de plus en plus hétérogène, ce qui n'est guère favorable à l'unité européenne.

Les abstentionnistes forment le premier «parti»

Malgré la satisfaction engendrée par la participation électorale en hausse, on ne peut ignorer que les abstentionnistes représentent de loin l'effectif le plus important en Europe. La majorité des électeurs (50,94%) s'est certes rendue aux urnes, mais ce ne fut pas le cas de l'autre moitié. Très rares sont encore les pays de l'Europe des 28, où le premier parti comptabilise un pourcentage de voix supérieur à celui des abstentionnistes. C'est bien sûr le cas de Malte et de la Hongrie, où il existe encore des majorités absolues et de la Pologne avec ses deux partis dominants. Vient ensuite la Belgique, où la participation est traditionnellement la plus élevée en Europe, avec cette année un score de 88,47%. Les électeurs sont donc 11,53% à avoir boudé les urnes. Avec 13,47% des voix, le premier parti de Belgique lors de ces élections européennes, les séparatistes libéraux-conservateurs du N-VA (Nieuw Vlaamse Alliantie), a obtenu un peu plus de voix qu'il n'y a d'abstentionnistes. Au Luxembourg (participation électorale de 84,1%), trois partis

Bilan: indéterminé

dépassent même la part des abstentionnistes. Mais c'est déjà tout. Dans tous les autres pays, la part des abstentionnistes est supérieure à la quote-part d'électeurs du premier parti. La **septième conclusion** est donc la suivante: l'atomisation des anciennes stabilités politiques fait des indifférents, des désintéressés et/ou de tous ceux qui sont las de la politique la première force. Au lendemain de l'élection, l'Europe reste ainsi telle qu'elle était déjà avant, c'est-à-dire vague, indéfinie et désunie.

Martin Neff, chef économiste de Raiffeisen

Mentions légales importantes

Ceci n'est pas une offre

Les contenus publiés dans le présent document sont mis à disposition uniquement à titre d'information. Par conséquent, ils ne constituent ni une offre au sens juridique du terme, ni une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La présente publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 CO. Seul le prospectus de cotation présente les conditions intégrales déterminantes et le détail des risques inhérents à ces produits. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans la présente publication est limitée.

Cette publication n'est pas destinée à fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions de placement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient avoir lieu que suite à un conseil approprié à la clientèle et/ou à l'examen minutieux des prospectus de vente contraignants. Toute décision prise sur la base de la présente publication l'est au seul risque de l'investisseur.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse société coopérative fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse société coopérative ne garantit pas l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication.

Raiffeisen Suisse société coopérative décline toute responsabilité pour les pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de cette publication ou de son contenu, ou liés à cette diffusion. Elle ne peut notamment être tenue pour responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

Cette publication n'est pas le résultat d'une analyse financière. Par conséquent, les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent pas à cette publication.